

«J'ai perdu le fruit de décennies de travail»

TÉMOIGNAGE Dans le Lötschental, le philosophe romand Jean-Marc Tétaz a vu sa bibliothèque et sa collection d'objets historiques englouties par la catastrophe de Blatten. Entre deuil et reconstruction, il cherche déjà à transformer l'effondrement en nouveau départ

PROPOS RECUEILLIS PAR
LUCAS VUILLEUMIER (PROTESTINFO)

Il a «tout perdu». Jean-Marc Tétaz, philosophe et théologien qui a enseigné dans plusieurs universités de Suisse et d'Allemagne, a vu le chalet où il vivait à Ried, près de Blatten, rasé par la catastrophe survenue il y a quelques jours. Pour cet intellectuel romand et son épouse enseignante, il est désormais question de «retrouver un nouveau cadre de vie», alors que toute leur collection d'objets culturels de prestige a été engloutie. Premières réflexions après l'effondrement.

Pouvez-vous nous raconter ce que vous avez vécu le jour de l'effondrement? Je me trouvais dans le studio de mon épouse à Villars-sur-Ollon quand j'ai vu les images de l'effondrement. J'ai alors immédiatement compris que Ried avait été rayé de la carte. A vrai dire, je ne me faisais plus guère d'illusions depuis la conférence de presse du jour précédent: un glacier qui avance de 10 mètres par jour ne peut que s'effondrer à court terme. Mais auparavant, il y a eu l'attente pendant plus d'une semaine (j'ai été évacué dans l'urgence le 19 mai à 10h), l'espoir que tout ne serait peut-être pas si grave.

Quels ont été vos premiers sentiments en découvrant que tout avait disparu? On est d'abord frappé de stupeur, même si l'on s'y attendait. On voit passer devant soi les lieux, les pièces, les objets auxquels on tenait et qui n'existent plus. Mon épouse était à l'école où elle enseigne lorsque l'effondrement s'est produit. Elle est arrivée peu après, je lui ai dit ce qui venait de se passer. Elle a éclaté en sanglots. Nous nous sommes pris dans les bras. Elle parlait de Ried comme de «notre petit paradis». Nous ne le retrouverons jamais.

Qu'est-ce qu'on choisit d'emporter avec soi au moment d'évacuer? On n'a guère le temps de choisir quand on doit évacuer son appartement en trente minutes et que l'on croit que le chalet dans lequel on vit n'est pas directement menacé. On prend ce



«La perte des objets est toujours une interruption de la transmission mémorielle»

dont on pense avoir besoin pour la semaine suivante, et les indispensables: ordinateur, passeports et autres certificats, quelques habits et le chat, bien sûr. J'ai aussi emporté quelques superbes livres reliés par ma grand-tante, une célèbre relieuse d'art de la République de Weimar. Et comme je pensais y retourner bientôt, j'ai encore pris le sac à ordures pour éviter d'attirer les souris. On est Suisse ou on ne l'est pas.

Qu'avez-vous perdu? Tout. Notre cadre de vie, choisi il y a cinq ans, un lieu des fenêtres duquel j'observais les cerfs et les chevreuils, où je voyais de temps en temps passer le gypaète barbu. Mais aussi tous les souvenirs accumulés au cours d'une vie, qui reflétaient l'histoire de ma famille sur plus de deux siècles. Mon immense bibliothèque, environ 170 mètres de livres, 26 mètres de CD, et les tableaux que nous aimions, des aquarelles et des gouaches de mon arrière-grand-père, un célèbre architecte et peintre munichois, mais aussi un dessin de l'expressionniste allemand Pechstein hérité de mon grand-père.

Quelles seront les conséquences sur votre vie d'universitaire et de chercheur? Ma bibliothèque était mon instrument de travail, mais aussi une sorte de dépôt imprimé de mes

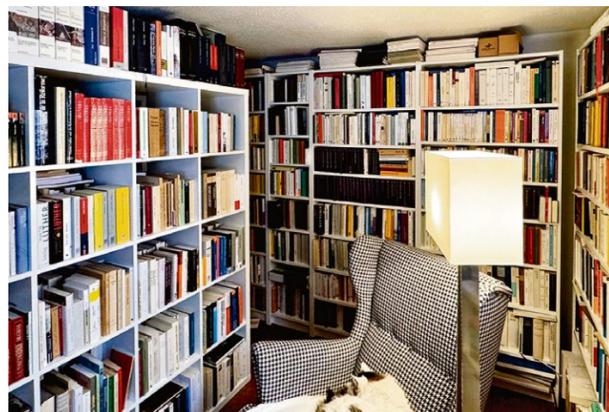


Le chalet où Jean-Marc Tétaz vivait, à Ried près de Blatten, dans le Lötschental. (PHOTOS: ARCHIVES PERSONNELLES)



Quelques-unes des œuvres emportées par la catastrophe.

intérêts; j'ai perdu toutes les notes, tous les fichiers dans lesquels se sédimente le travail intellectuel et qui servent de carrière pour les travaux futurs. C'est à partir de ce matériel que l'on rédige ses propres textes. Je viens de perdre le produit de décennies de travail.



Une partie de l'immense bibliothèque de Jean-Marc Tétaz, disparue dans l'effondrement.

Comment cet épisode marque-t-il votre rapport aux objets et à la mémoire? La perte des objets est toujours une interruption de la transmission mémorielle. Les miens avaient tous une histoire et incarnaient des souvenirs, à l'image de cette grande ménorah en laiton

que des amis juifs avaient remise à mon grand-père à Munich avant de partir en déportation et d'être assassinés à Auschwitz. Ce grand-père, qui a fini par fuir le régime nazi, avait également rédigé ses mémoires à mon intention: 700 pages manuscrites, elles aussi disparues dans la

catastrophe. La seconde partie de ce texte s'intitule précisément *Initia vitae novae*. Cette formule augustinienne souligne que le commencement d'une nouvelle vie est source de promesses.

En tant que philosophe et théologien, comment vivez-vous cette situation? Dans ce genre de circonstances, la philosophie n'est pas d'un grand secours. Elle éclaire et structure la pensée, mais elle n'est pas une école de vie. Offrir des points d'appui, c'est l'affaire de la religion. Lorsque j'ai pris conscience de ce qui se passait, j'ai immédiatement pensé à cette phrase énigmatique dite par Abraham à son fils Isaac alors qu'ils se dirigent vers le lieu où Abraham s'apprête à sacrifier Isaac. A son fils s'interrogeant sur l'absence d'un animal destiné au sacrifice, Abraham répond: «Dieu y pourvoira.» On connaît le dénouement: au moment où Abraham s'apprête à égorger son fils, un ange arrête sa main et lui montre un bélier pris dans les broussailles. Dieu a pourvu, d'une façon à laquelle personne ne s'attendait.

Face à une perte aussi radicale, découvre-t-on aussi en soi des ressources insoupçonnées? On découvre en tout cas la solidarité, les offres de soutien, financier ou matériel, l'engagement d'amis qui se décarcassent pour vous aider. Mais plus fondamentalement, je ne crois pas que l'on découvre en soi des ressources insoupçonnées. C'est dans le soutien des autres, dans l'engagement des amis qu'on les découvre.

Auriez-vous un message à adresser aux autres sinistrés? Je ne crois pas que cela soit mon rôle. La plupart des autres sinistrés sont atteints bien plus profondément encore que nous dans leur chair puisqu'ils ont toujours vécu là, souvent depuis des générations. La seule chose que je peux dire, c'est qu'il faut probablement saisir ce désastre comme l'occasion d'un nouveau commencement et peut-être savoir résister à la tentation d'en faire un simple recommencement, une tentative de faire renaître ce qui n'est plus. C'est peut-être le moment de bâtir une vie nouvelle. ■

A Berne, une opération de sauvetage autour des classes bilingues

ENSEIGNEMENT Alors que la décision de fermer les classes bilingues suscite un gros malaise dans les exécutifs de la ville et du canton, une motion réclame de les inclure dans l'offre de base de la scolarité obligatoire

MICHEL GUILLAUME, BERNE

L'émotion ne retombe pas après la décision de la Direction de l'éducation de la ville de Berne de fermer ses classes bilingues en 2026. Cette semaine, l'affaire rebondit au Grand Conseil bernois, où le député Manuel C. Widmer (Liste libre verte) a déposé une motion demandant au canton de «prendre toutes les mesures législatives et financières pour que des classes bilingues puissent être proposées dans toutes les communes dans le cadre d'une offre de base». Pour autant bien sûr qu'elles le veulent.

Devant le parlement bernois, la directrice des écoles, Ursina Anderegg, a eu beau tenter d'apaiser les esprits, le dégât d'image est considérable pour la capitale fédérale. Claudine Esseiva (PLR, Berne), mère d'un enfant fréquentant cette filière, ne décolère pas. «Cette décision est une déclaration de faillite pour une ville qui se targue d'ériger des ponts entre les cultures et les langues», tranche-t-elle.

Comment sauver les meubles désormais? Ce sera très difficile, car Ursina Anderegg a martelé que sa décision était «définitive». Dans sa motion, le président de la conférence régionale de l'association professionnelle Formation Berne, Manuel C. Widmer, veut élargir l'horizon et trouver une solution pour tout le canton. Il raconte qu'il a été sensible au désespoir de la douzaine d'enseignantes et enseignants, notamment les Romands qui étaient venus s'établir à Berne pour vivre cette expérience et qui perdront leur emploi.

«Attaque contre la minorité romande»

Pour appuyer sa démarche, le motionnaire cite les objectifs stratégiques du gouvernement tels que définis dans sa «Vision 2030». Parmi ceux-ci figure le bilinguisme dont il s'agit «d'exploiter le potentiel», par exemple «en soutenant des projets dans le cadre de la formation». Les classes bilingues y sont citées comme un «projet à succès». «Si Berne veut se profiler en canton bilingue à l'avenir, alors il doit proposer une offre de classes bilingues dans le cadre de la scolarité obligatoire, et non plus seulement en tant que projet pilote», explique Manuel C. Widmer.

Sa motion trouvera-t-elle une majorité? C'est encore difficile à dire au sein du

Grand Conseil. Pauline Pauli (PLR/Nidau) a signé la motion. «La décision de la ville est une attaque contre la minorité romande de Berne», se désole cette maman de deux enfants en bas âge et dont le grand souhait est qu'ils deviennent bilingues. «Quel dommage que Berne et Bienne, où l'expérience donne toute satisfaction, n'aient pas échangé davantage», regrette-t-elle. A Bienne effectivement, l'expérience de la filière bilingue (Fibi) suivie par 340 élèves en primaire et 140 en secondaire, fait désormais l'objet d'un large consensus. Menée depuis 2010 déjà, elle est suivie scientifiquement, aussi bien par le canton que par ses instances pédagogiques. «Les problèmes peuvent être résolus, c'est une question de volonté politique», insiste la directrice des écoles, Anna Tanner. Chaque année, la demande des parents est énorme: 140 requêtes pour 42 places disponibles seulement.

A Berne, son homologue Ursina Anderegg a notamment invoqué l'incompatibilité des plans d'étude (le PER des Romands et le Lehrplan 21 des Alémaniques) et la pénurie d'enseignants pour abréger l'expérience. Deux écueils qui ont été surmontés à Bienne. «Sur les plans d'étude, nous avons trouvé un compromis validé par le canton. Quant à la pénurie d'ensei-

gnants, elle est moins forte dans la filière bilingue que pour les classes monolingues car les deux hautes écoles pédagogiques du canton ont créé une filière spécifique pour l'enseignement bilingue», témoigne Anna Tanner.

«Un dilemme à thématiser»

Enseignant se déclarant «avocat des immigrés», Alain Pichard (PVL/Bienne) est l'une des voix les plus critiques quant aux classes bilingues, même s'il se défend d'en être un détracteur. «Il faut faire attention à bien fixer les priorités dans

«Quel dommage que Berne et Bienne n'aient pas échangé davantage»

PAULINE PAULI, DÉPUTÉE PLR

les objectifs de l'école, à laquelle on ne peut pas imposer sans cesse de nouvelles tâches», argumente-t-il. «La catastrophe actuelle, c'est que selon l'étude PISA, quelque 25% des élèves quittent leur scolarité obligatoire en étant plus ou moins

illettrés, soit incapables de comprendre un texte ou de remplir un formulaire administratif. C'est ici qu'il faut d'abord améliorer les choses», souligne-t-il. Pour lui, les classes bilingues représentent dès lors «un dilemme qu'il faut thématiser». «C'est un projet qui s'adresse d'abord aux enfants d'une classe moyenne plus ou moins privilégiée», affirme-t-il sans ambages.

Contactée par *Le Temps*, la directrice cantonale de l'Instruction publique, Christine Häslér, dit «regretter» la décision bernoise tout en se refusant à la commenter plus avant. Au sein des deux exécutifs, celui de la ville comme celui du canton, cet abandon des classes bilingues suscite un immense malaise que personne ne veut franchement exprimer. «Cette décision a été prise de manière autonome par une poignée de personnes au sein d'un groupe de pilotage qui n'a consulté personne, ni les parents ni les enseignants», remarque Béatrice Wertli (Le Centre/Berne). «Ursina Anderegg n'a cherché qu'à trouver une porte de sortie pour abréger l'expérience au lieu d'axer ses efforts sur une solution constructive, ajoute-t-elle. Mais il ne faut surtout pas abandonner, car le bilinguisme fait partie du patrimoine culturel et économique de la ville.» ■